

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

VENDREDI

26

DÉCEMBRE
 1975

N° 68

1,50 F

Belgique - Luxembourg : 15F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

Noël guyanais pour Chirac : LA LEGION, LES GENDARMES.. ET LA COLERE DU PEUPLE !

Chirac a passé Noël en Guyane, en pleine forêt amazonienne, à Maripasoula, parmi 1 500 indiens, de ce qui reste des tribus indiennes après des années de massacres, de colonialisme... et parmi les légionnaires !! Gageons qu'il avait dans ses oreilles non seulement les chants indiens et le Kyrié chanté par la légion, mais également les chants scandés par les manifestants à son arrivée. «A bas le colonialisme !», «Non à l'invasion de la Guyane»... Manifestations qui se sont déroulées malgré l'interdiction préfectorale ! Le 1er ministre sait à présent que le projet Stirn : l'envoi de 30 000 français pour coloniser la Guyane est combattu par le peuple guyanais.

Son apparent recul en promettant que la priorité sera donnée pour l'emploi aux Guyanais d'abord, puis aux Antillais est bien apparu comme une manière de composer sans vouloir abandonner l'essentiel : faire faire un nouveau pas au peuple guyanais vers «l'intégration plus complète des DOM dans l'ensemble des départements français». Ce projet de «départe-

mentalisation», «seule voie du progrès, de l'expansion et de la stabilité». Il l'a énoncée devant le conseil général de Basse Terre, en Guadeloupe, lundi dernier.

Mais il rencontre aujourd'hui des difficultés. Stirn n'avait-il pas annoncé triphalement la construction imminente d'usines à papier, notamment à Kourou ? Or il s'avère à présent que l'affaire n'est guère rentable : les arbres de la forêt guyanaise seraient peu utilisables pour ce type de production ! Et finalement les industriels intéressés et principalement le groupe américain «Parson and Wintemore», se feraient à présent tirer l'oreille !! Sinon en passant par un déboisement massif de plusieurs centaines de milliers d'hectares et le reboisement en résineux... Opération rentable que dans 10 ou 15 ans !!

Mais l'obstacle essentiel à ce plan, Chirac le mesure à présent. Il n'est pas dans ces difficultés techniques mais bien dans la résolution du peuple guyanais à abattre le colonialisme français !



la route - l'unique route - de Guyane : ce chemin de terre. De chaque côté, cette forêt dont Stirn prétendait faire du papier.

pompistes poursuite et extension de la grève

La grève des pompistes qui touche essentiellement le Midi et le Centre, pourrait s'étendre aux autres régions, car les revendications sont les mêmes partout et le mécontentement est grand. Les flics sont intervenus contre les pompistes qui occupaient des dépôts de carburant pour les faire évacuer, c'est à ce jour la seule réponse du gouvernement. par ailleurs, 7 femmes de pompistes font une grève de la faim dans la cathédrale de Montpellier pour obtenir du gouvernement qu'il reçoive une délégation de pompistes.

Que demandent les pompistes ? L'augmentation de leurs marges, l'unification du prix de l'essence et l'interdiction des ventes au rabais dans les supermarchés. Ils réclament également le bénéfice de la Sécurité Sociale pour les gérants libres. Et ils exigent que soit mis fin à la pratique des sociétés pétrolières qui retirent la gestion des pompes à essence à des pompistes et la confient à d'autres, à un loyer supérieur

76 ANNÉE DE LA QUALITÉ DE LA VIE

Le président prend ses vacances d'hiver dans un de ses châteaux, à Authon. Avant de rejoindre sa retraite champêtre il a annoncé que 76 serait l'année de la qualité de la vie, une année «plus propre, plus verte». Se confiant aux journalistes il a révélé qu'il pestait contre le bruit des voitures et des usines, et il a souhaité pour les français le temps de vivre. On peut dire que ce programme est en bonne voie de réalisation, grâce au chômage, bien plus efficace en l'affaire que Jarrot. Les usines ferment, les chômeurs totaux et partiels ont le temps de vivre et la baisse du pouvoir d'achat des travailleurs les dissuade d'acheter une voiture. La qualité de la vie de Giscard, on commence à la connaître : c'est le chômage et la misère.

chirac : "la cour de sureté l'état c'est la liberté" !

Sur les 47 inculpés par la Cour de Sûreté de l'Etat, 15 restent encore emprisonnés au fort de l'Est à St Denis. Les appelés qui ont été libérés sont aux arrêts de rigueur. D'autre part, la répression s'est étendue aux appelés des forces françaises en Allemagne : même s'ils n'ont pas été officiellement inculpés, des soldats ont subi des sanctions. Le comité de soldats du 6ème régiment de dragons a annoncé qu'une dizaine d'appelés ont été condamnés jusqu'à deux mois d'arrêts pour avoir distribué un journal, le «Dragon fureur».

ARGENTINE :

BATAILLE
POUR L'ARSENAL

voir notre article p. 8

voir p. 4

1975 : 12 MOIS DE LUTTE CONTRE L'IMPERIALISME EN CRISE

janvier

5 janvier : première réunion de la Commission Populaire d'Enquête (CPE) de Liévin, suite à la catastrophe du 27 décembre et à l'assassinat de 42 mineurs. Des mineurs, des femmes de mineurs, des ouvriers d'entreprises de la région et des jeunes viennent témoigner et affirmer qu'il faut que la vérité soit faite, qu'on ne peut laisser le soin de conduire l'enquête à la justice bourgeoise.

8 janvier : les travailleurs, à Bretoncelles, des établissements Piron occupent la mairie ; les travailleurs décident d'occuper la salle des fêtes et d'y tenir tous les jours une assemblée générale.

En janvier 1975, la liste des ouvriers en chômage total ou partiel s'allonge dans le textile, le bâtiment, l'automobile. A Citroën, par exemple, la direction annonce 2950 licenciements et 2 jours de chômage pour le mois de février. Renault annonce également des journées chômées.

On compte par exemple : 35 000 chômeurs dans la région de la Loire en janvier, 700 travailleurs licenciés et 12 000 touchés par la diminution d'horaire, 13 000 en chômage partiel dans l'Aisne, 50 000 dans la région Rhône-Alpes... Mais cette montée du chômage entraîne une riposte de la classe ouvrière qui ne fera que se développer au cours des prochains mois.

En lutte depuis plus d'un mois (1^{er} décembre), les 80 travailleurs de Piron refusent le chômage, la fermeture de l'entreprise.

13 janvier : le conseil d'Etat, par un décret, abroge deux dispositions de la Circulaire Fontanet, concernant l'une, l'attestation de logement, l'autre l'annulation du contrat de travail comme pouvant tenir lieu de carte de travail pour la première année de présence en France. La Circulaire Fontanet est fort loin d'être abrogée : rien ne change, dans le fond de la politique d'immigration, s'empresse de rappeler Djoud, secrétaire d'Etat à l'immigration.

15 janvier : Kissinger menace d'intervenir militairement contre les pays producteurs de pétrole en cas d'embargo. Dans le sillage des accords Giscard-Ford, l'impérialisme français, par l'intermédiaire de Sauvagnargues, ministre des affaires étrangères, refuse de condamner l'impérialisme US : « je ne crois pas utile de critiquer des propos tenus par un gouvernement étranger ». L'impérialisme français choisit de faire front commun avec les Etats-Unis et les autres pays capitalistes occidentaux pour tenter d'imposer un rapport de force défavorable aux pays producteurs.

16 janvier : verdict du procès des 3 appelés de Draguignan :



acquiescement de Pelletier, Ravet et Taurus. Jouant sur la démagogie avec la réforme Soufflet et la épuration, la bourgeoisie inquiète recule devant l'écho rencontré par l'appel des 100 et la colère des pelés contre la vie qu'on leur ait mener.



usine par usine les travailleurs luttent contre le développement du chômage

Ainsi par exemple : dans l'automobile, le 26 janvier, les travailleurs de Général-Motors à Gennevilliers ripostent immédiatement contre une menace de congés forcés et exigent le retour aux 40 h. sans perte de salaire, l'indemnisation à 100 % des journées perdues.



le 21 janvier, une manifestation à Nantes réunit les ouvrières de Big-Chief (la Roche sur Yon) qui occupent leur usine depuis le 6 janvier pour s'opposer aux 700 licenciements, les ouvriers de Périer à Cholet, de la SNIAS à St-Nazaire, de SEMN-Caravelair (Trignac).

toujours le 21 janvier, des manifestations ont eu lieu à Paris, à Bordeaux où se regroupaient les ouvrières des imperméables Beauvais, ainsi que les travailleurs des Compteurs Schlumberger où 516 emplois sont supprimés, de la CII, pour la garantie de l'emploi...



Au chômage de plus en plus massif organisé par la bourgeoisie, les travailleurs ripostent. Ils savent qu'ils engagent des luttes dures et de longue haleine. Déjà, chez Manust, Piron à Bretoncelles, chez Fantasia à Lyon, les ouvriers, en janvier, occupent depuis 2 mois et plus. Les tanneurs d'Annay, les ouvrières des biscottes Gringoire à Mantes la Jolie en sont à leur 7^e mois d'occupation. Pour tous les travailleurs, l'exemple des Lip qui ont obtenu le 31 décembre 1974 leur victoire définitive avec la décision ferme de la réembauche des ouvriers, est la preuve pour toute la classe ouvrière que l'on peut faire céder la bourgeoisie.

fevrier

renault : annonce de nouvelles luttes, prélude à l'offensive ouvrière

Février va marquer un tournant dans le développement des luttes de l'année 75. Alors qu'un nombre limité de luttes se poursuit contre les fermetures dans les entreprises souvent dispersées, dans les autres secteurs, c'était l'attente. Attente, mais non soumission au chantage à la crise de la bourgeoisie. Cette période de maturation va déboucher sur des luttes importantes. La longue grève des OS de Renault-Le Mans va les annoncer !

En réclamant des augmentations de salaire importantes (300 F pour tout), en remettant en cause le système de classification qui divise (suppression des catégories les plus basses : 170 maxi pour tous), les ouvriers de Renault rejettent le chantage à la crise que pratique la bourgeoisie depuis des mois.

A la différence des grèves de 73, les OS ne sont plus seuls dans la lutte : les OP se battent pour des revendications communes : c'est un pas dans l'unité des ouvriers de Renault, c'est également un pas en avant dans l'unité des ouvriers français et immigrés.

Mais les ouvriers de Renault ne vont pas seulement affronter leur patron, l'Etat capitaliste. Ils se heurteront à la tactique de division des révisionnistes de la CGT.

La lutte avait commencé à Renault-Le Mans, par des formes combattives : grève de l'enthousiasme (coulage des cadences) pour l'augmentation des salaires et contre les classifications.

Les révisionnistes vont utiliser la direction de la CGT pour canaliser la lutte, pour la morceler. Ils s'opposent à toute liaison entre les ouvriers de Billancourt et ceux du Mans. Alors que les tracts CGT parlent d'éviter l'isolement des travailleurs, les syndicats imposent des débrayages secteur par secteur, atelier par

atelier. Alors que la grève de l'enthousiasme se poursuit avec succès au Mans, malgré les manœuvres de la direction, Halbeher, responsable CGT déclare aux ouvriers de Billancourt : « j'espère que nos camarades du Mans auront la sagesse d'avoir une tactique plus souple... » !

Alors que la combativité est la même à Billancourt qu'au Mans, alors que les travailleurs de Billancourt aspirent à partir tous ensemble, la tactique de la CGT empêchera les travailleurs de rassembler leur colère dans un flot unique.

Ces manœuvres vont susciter de nombreuses questions chez les gars : « à quoi mènent tous ces mouvements ? » ; « pour quoi nos revendications se transforment-elles dans la bouche de la CGT en « révision de la grille hiérarchique ? »

Dans ces interrogations, c'est la défiance envers les faux communistes du P.C.F. qui mûrit, c'est la conscience qui grandit que les victoires contre la politique de crise de la bourgeoisie se gagneront en affrontant les révisionnistes.



CONFERENCE DE DAKAR : une étape dans le renforcement de l'unité du tiers - monde

Cette conférence a marqué une étape dans la constitution des pays du Tiers Monde en force politique, en force qui contribue puissamment au bouleversement des rapports de force à l'échelle mondiale. A l'ordre du jour déjà, les manœuvres de Kissinger pour

diviser le Tiers Monde, pour développer une contradiction entre possesseurs de pétrole et non possesseurs.

En effet, c'est une décision capitale qui a été prise par la centaine de pays participants : celle de refuser cette division, en s'accordant sur « le renfor-

cement des groupements existants de pays producteurs et la constitution d'autres groupements dans les secteurs où ils n'existent pas, afin que soit assurée la défense des intérêts des pays producteurs par l'imposition de prix justes ».

Ces mesures sont la suite logique des mesures de nationalisation de pétrole prises par l'Algérie, l'Irak, le Venezuela... et de défense des eaux territoriales (portées à 200 milles marins) etc. prises contre l'impérialisme : ce qui est remis en cause, ce n'est pas seulement le prix du pétrole ou de tel produit particulier, mais la domination impérialiste elle-même, fondement de l'échange inégal.

Cette bataille se poursuit aujourd'hui à la Conférence Nord-Sud où les pays du Tiers Monde sont décidés à refuser le chantage impérialiste.



Malgré leur grande diversité, les pays du Tiers Monde opposent à l'impérialisme un front commun, qui s'est forgé dans la lutte des pays comme la Chine qui construisent le socialisme, et celle pour l'indépendance qu'ont menée, les armes à la main, les peuples d'Indo-

chine, qui poursuivent aujourd'hui le peuple palestinien.

Cette caractéristique nouvelle, d'une immense portée historique, contribue puissamment aux bouleversements des rapports de force en faveur de la révolution.

2 février : Fin du Congrès du PS à Pau. Il n'est guère question des revendications et des luttes des travailleurs dans ce Congrès ! Dégagez une majorité soucieuse d'élargir la liberté de manœuvre vis à vis du PCF, tel était l'objectif visé et atteint par Mitterrand au détriment de la fraction du CERES. On s'installe dans la division de la « gauche ».

4 février : les assassinats du capital se multiplient : après Liévin, deux morts, un blessé grave à Fos/Mer, 3 morts et 8 blessés dans les mines de Drocourt, viennent allonger la longue liste des crimes de la bourgeoisie.

7 février : début de la grève avec occupation contre la fermeture de Grandin. Elle durera près de 8 mois et se clôturera par la reprise d'une partie des ouvrières.

8 février : conférence de Dakar : l'unité du Tiers Monde se renforce contre l'impérialisme et le social-impérialisme.

9 février : contre la restructuration et les licenciements : les travailleurs de CTA (Vaux-en-Velin) engagent la lutte : débrayages et manifestations vont se poursuivre. Un comité de lutte est mis sur pied. Les travailleurs vont se heurter aux nombreuses manœuvres des révisionnistes, pour couler la lutte.

11 février : l'assassinat de Ratsimandrava, chef d'Etat de Madagascar est un nouvel épisode des tentatives de l'impérialisme français pour s'opposer aux mesures d'indépendance exigées par le peuple malgache. Par ses richesses et sa position stratégique, cette région est l'enjeu de vives luttes des superpuissances, ainsi que des autres impérialismes.

16 février : Serge Cumier, tué en manœuvre, fait partie des 7 % de pertes admis par le règlement militaire. En riposte 200 appelés du régiment d'infanterie manifestent dans les rues de Verdun. La riposte inquiète tant la bourgeoisie qu'elle commence une enquête détaillée sur l'agitation à l'armée qui aboutira à la fin de l'année à une série d'inculpations.

en bref

Corse : une seule politique, la répression

La création de l'Université de Corte, que le gouvernement voudrait bien présenter comme un bienfait pour l'île, n'a pas trompé les Corses. Des manifestations ont eu lieu mardi pour protester contre cette initiative de Giscard qui ne répond en rien aux revendications des Corses.

La composition du conseil de l'université suffit à montrer les limites que le gouvernement veut donner à l'indépendance de cette université : elle est présidée par Arrighi de Casanova, qui est le président de la très puissante Chambre de Commerce de Paris. On y trouve, aussi, fait significatif, un représentant de chacune des deux grandes familles qui mettent l'île en coupe réglée : les Giacobbi et les Roca Serra.

On comprend donc la colère des manifestants que la police a encore une fois sauvagement réprimés.

Au même moment, on apprend que des condamnations bénignes ont été prononcées contre les inculpés dans l'affaire de fraude sur les vins corses ; toutes les peines, dont la plus forte est d'un an, sont avec sursis.

Sur ces deux faits, on voit bien quel est le mépris dans lequel le gouvernement Chirac tient les revendications du peuple de Corse. Les militants corses, tel Siméoni, sont d'ailleurs toujours détenus, pour l'information ouverte par la Cour de Sûreté de l'Etat. Cela donne le ton de la régionalisation à l'époque du libéralisme.

Les souhaits de bonne année du patronat

Deux déclarations donnent une idée de la politique réactionnaire que compter mener le patronat et son gouvernement pour l'année qui vient. Ceyrac a déclaré, lundi soir, à la radio : « Il ne faut pas que l'amélioration de notre situation laisse espérer que l'on puisse la transposer instantanément sur le plan de l'amélioration des salaires ». De son côté, comme l'écho, Fourcade répondait à la télévision : « Pour que la reprise, qui sera modérée, puisse se développer, il faut qu'elle ne débouche pas sur un renouveau de l'inflation ».

Comme si l'inflation avait jamais cessé ! Sous l'expression « renouveau de l'inflation », il faut évidemment lire l'intention du gouvernement de maintenir la pression sur les salaires dont il prétend toujours qu'ils sont les responsables de la hausse des prix.

L'an dernier, à pareille époque, les représentants de la bourgeoisie maniaient le chantage à la crise : serrons-nous les coudes, disaient-ils, il y a des difficultés. Aujourd'hui, la chanson est à peine changée : il y a du mieux, mais ce ne sera pas pour les ouvriers, sinon tout s'écroulera.

Mais, cette année comme l'an prochain, la seule voie pour les faire reculer, c'est la lutte. A leur détermination antipopulaire, il faut opposer la détermination de nos luttes.

L'ANPE... à l'heure de la région...

« L'Agence Nationale de l'Emploi se met à l'heure de la région ». C'est ce que nous apprend un journal régional du Limousin. Qu'est-ce à dire ? Le journal en question souligne d'abord « l'action très positive » jouée par l'ANPE : sans doute veut-il parler, ne serait-ce que dans cette région, de tous les chômeurs qui se retrouvent à la rue et qui, de mois en mois, y restent. Cette « efficacité », malgré tout, nous dit le journal, « est insuffisante ». Il faudrait donc que l'action de l'ANPE soit synchronisée au niveau du département. Aussitôt dit, aussitôt fait. Pour le Limousin, cela a consisté à nommer le délégué régional, ... directeur régional, ... et voilà le tour est joué, avec ça, on est sûr que le chômage va diminuer. Le nouveau promu a déjà dressé son plan de bataille : il va se pencher sur « les déséquilibres du marché de l'emploi » et étudier comment il se fait que « des offres ne sont pas satisfaites ».

Bref, les emplois qualifiés existent mais si les travailleurs ne trouvent pas de travail, c'est que justement, ils n'ont pas de qualification. C'est certainement une des conclusions auxquelles arrivera le nouveau directeur. Il devrait, c'est une suggestion, d'abord consulter tous les jeunes qui ont leur C.A.P. dans la région de Limoges et qui, faute de travail, sont obligés de s'expatrier... Il avancerait beaucoup plus vite dans ses conclusions, sans nul doute. Mais ce conseil sera-t-il suivi ? On en doute !

Chirac La Cour de Sûreté de l'Etat c'est la liberté

Le gouvernement a marqué, par plusieurs déclarations ces deux jours, sa volonté de continuer la répression. Lecanuet, ministre de la justice, à la suite des demandes de mise en liberté, qui lui ont été adressées par la CFDT, a dit que « la justice doit rester indépendante des mouvements d'opinion, même à Noël ». Tout dépend, évidemment de quel mouvement d'opinion il s'agit : car on se rappelle avec quelle vitesse les patrons inculpés pour accidents du travail ont été libérés.

Chirac, profitant de ce qu'on l'interrogeait à la radio, a d'autre part déclaré, mercredi que la Cour de Sûreté de l'Etat est « un des éléments indispensables au maintien de nos

libertés ». Tout dépend, évidemment, de quelles libertés il s'agit : la Cour de Sûreté de l'Etat est une juridiction d'exception qui permet de juger des opposants politiques de la bourgeoisie, de manière expéditive. Franco, avant sa mort en avait fait l'éloge. On comprend donc, facilement, de quelles libertés Chirac parlait : celle de la bourgeoisie.

D'autre part, maintenant qu'ils ont refusé de prendre la défense des militants syndicaux et des soldats emprisonnés, les dirigeants de la gauche font semblant de demander leur libération, sous des prétextes divers : Mitterrand, dans « l'Unité », organe du PS, s'indigne que les inculpés soient maintenus en prison « mal-

gré les textes qui réglementent la détention provisoire ». C'est la même raison qui est invoquée par la CGT, qui a écrit à Lecanuet de mettre en liberté les personnes détenues « conformément aux dispositions légales sur la détention préventive ». Ils s'entendent donc tous pour admettre les condamnations éventuelles mais ils remettent en cause la forme. En cela, ils sont parfaitement à l'unisson avec leur compère Bergeron de FO. Les avocats des inculpés, par ailleurs, ont annoncé leur volonté de rendre public le

contenu des dossiers d'instruction des personnes inculpées.

Il est clair que l'ouverture des dossiers - jusqu'alors tenus secrets en raison de la procédure d'exception - ne peut qu'aider à montrer qu'il s'agit, dans cette affaire, d'une atteinte aux libertés syndicales et d'opinion, contrairement à la thèse officielle, d'ailleurs presque abandonnée, qui parle de « complot international ».

Paul LEFORT

EXPLOSION DANS UNE STATION-SERVICE A STRASBOURG : 4 MORTS



L'explosion d'une station-service et l'incendie qui s'en est suivi à Strasbourg a fait quatre morts. Ce n'est pas la première fois qu'un accident de ce genre se produit, puisque il y a 5 ans, à Auch, l'incendie d'une pompe à essence avait fait 14 morts.

L'explosion s'est produite lorsqu'un employé de la station-service a branché le système électrique des pompes. Il est donc probable que c'est une étincelle du système électrique qui a mis le feu aux vapeurs d'essence. Une 4L qui se trouvait devant les pompes a été projetée par l'explosion contre le plafond de la station, son conducteur assommé n'a pas pu fuir lorsque le feu s'est déclaré, il a péri carbonisé. Les trois autres autres victimes sont les habitants du troisième étage de l'im-

meuble situé au dessus de la station-service : un couple et leur petite-fille de 8 ans.

On va encore parler de tragique fatalité. Et pourtant si certaines règles de sécurité avaient été appliquées, cette catastrophe n'aurait pas eu lieu. D'abord le circuit électrique des pompes à essence devrait être totalement isolé, pour empêcher l'inflammation de vapeurs d'essence par une étincelle électrique. Un système de ventilation éviterait l'accumulation des vapeurs d'essence. Enfin il n'est pas normal que des immeubles d'habitation s'élèvent au dessus ou après des stations-service. Mais il n'existe pas actuellement de réglementation sur l'installation de stations-services en ville. Les compagnies pétrolières économisent aussi sur la sécurité.

les camps de travail en URSS.

le démenti tourne franchement à l'aveu

Mercredi, la « Literatour-naya Gazeta », organe de l'Union des Ecrivains d'URSS, revient sur la question des camps de travail. On pourrait croire que c'est pour en nier l'existence, comme le faisait la « Pravda » de vendredi dernier, qui qualifiait le film présenté à la télévision française de « faux grossier ».

Mais c'est tout le contraire ! La « Literatournaya Gazeta » a en effet trouvé sans aucun mal le camp filmé, qui, pourtant, il y a huit jours était imaginaire. Elle y a envoyé un journaliste qui l'a repéré « d'après les photos »...

Sans doute le journaliste prend-il des précautions : le camp, selon lui, n'abriterait que des détenus de droit commun et il prétend qu'ils seraient bien traités. Les détenus, lors de son passage, préparaient même « un programme musical pour le Nouvel An » !

Mais, s'il tente de minimiser la signification de l'existence des camps, le journal, et c'est l'essentiel, reconnaît qu'ils sont bien réels. L'article vaut aussi par ce qui n'est pas nié expressément du film de la télévision : les camions contenaient des hommes armés, accompagnés de chiens policiers. Ils portaient les trois lettres L.A.G. en immatriculation. Le journaliste ne trouve rien à opposer à cela que ces

lettres - qui signifient « camp » - seraient l'immatriculation normale de tous les camions dans la région de Riga. Mais il est muet sur les chiens et les hommes armés, qui ne doivent quand même pas se trouver dans tous les camions de la région ! Muet aussi sur les barbelés, les miradors et sur le fait que les prisonniers politiques soient classés « droit commun » en URSS. Le directeur du camp, Antonov, prétend aussi que le film n'aurait pas été tourné autour du camp, mais dans un chantier où travaillaient les prisonniers. Faut-il en conclure que les ouvriers du bâtiment soviétiques sont surveillés sur les chantiers par des miradors ?

Ainsi, l'article qui vient d'être publié, est un aveu de taille. Petit à petit, la réalité de l'oppression de masse en URSS filtre : mais ce n'est encore qu'une infime partie des méfaits des dirigeants capitalistes qui nous est montrée.

A l'inverse de la presse bourgeoise qui se sert de tels faits pour faire l'amalgame entre le socialisme et la dictature social-fasciste, nous tirons la confirmation que l'URSS n'est qu'un pays où le capitalisme a été restauré, et que les ouvriers russes devront le renverser une seconde fois.

deux poids, deux mesures

A Bastia les chimistes du vin, les vignerons de laboratoire qui fabriquaient du vin à base d'acide sulfurique et de glycérine ont été condamnés, si l'on peut dire, à des peines d'emprisonnement entre 6 et 10 mois avec sursis.

A Rochefort, Lucien Menet, paysan, secrétaire de la FDSEA de la Charente a été condamné à 5 000 francs d'amende et 124 521 francs de dommages et intérêts soit plus de 12 millions d'anciens francs, au profit du propriétaire d'un chargement de viande. Il lui était reproché d'avoir été à l'origine de l'interception d'un camion de viande qu'il avait déchargé et jeté, pour protester contre les importations de viande.

A Bordeaux deux responsables de la FDSEA de Gironde ont été condamnés à deux mois d'emprisonnement avec sursis, ainsi qu'un agriculteur, pour avoir participé à une manifestation au cours de laquelle la voie ferrée Bordeaux-Marseille avait été coupée.

Il y a donc une justice pour les gros négociants coupeurs de vin et une autre pour les petits paysans en lutte.

NOËL A LA CÔTE - 160

suite de la p. 1
Ces semblants de «discussion sérieuse» ne sont en fait qu'un des aspects de la politique du CEA. D'un côté, on affirme sa «bonne volonté» en disant «Voyez, on a fait un effort», de l'autre, on emploie la manière forte. A ce sujet, les mineurs ont reçu des lettres d'avertissement, qui mieux que toute autre chose, sont parlantes : «L'action que vous poursuivez, en refus d'exécuter une tâche qui fait partie intégrante de votre métier de mineur, paralyse totalement les chan-

tières ; il m'apparaît que les moyens utilisés pour soutenir vos revendications ne présentent pas un caractère régulier. Je vous demande, dans les 48 h, de contacter votre chef de division si vous êtes disposés à assurer le travail... auquel vous êtes affecté... dans des conditions normales de rendement ; si vous ne répondez pas... j'en tirerai les conclusions nécessaires».

Mais, ni les femmes de mineurs, ni les mineurs n'ont été impressionnés par ces

menaces à peine voilées de licenciement. Les tentatives de division fomentées par la direction ont été un échec. La direction n'est forte qu'en apparence, en fait elle n'est pas rassurée du tout. On la comprend, elle se souvient de mai 68, où les mineurs d'uranium menaient une grève longue, dure, et où elle devait augmenter le contingent en fuel de 1 500 à 2 530 litres. Et bien, cette fois encore, elle lâchera ! «A l'époque, on a mis le paquet, disent les mineurs, cette fois, on fera pareil».

Faire la grève pendant la période des fêtes n'est pas un problème pour les travailleurs de la mine, ils en ont vu d'autres. «La vie est faite de lutte, nous dira l'un d'entre eux, on ne choisit pas les moments... Noël, c'est une fête, et pour nous un Noël de lutte, il le faut bien».

On est loin, à Razès, de la «trêve sociale», chère à la bourgeoisie !

Richard FEUILLET

AMIENS : LES CHEMINOTS EN LUTTE POUR LES REVENDICATIONS ET CONTRE LA RÉPRESSION

A Amiens, une partie des cheminots est en lutte et ceci pendant les fêtes de fin d'année, prolongeant la grève commencée, il y a quelques jours. Leurs revendications ? Ils réclament les 6 h de nuit payées 8 h de jour, les 104 jours de repos par an, et 1 700 F minimum pour tous mensuels. La direction CGT a refusé de s'associer au mouvement pendant les fêtes, car «ça gêne les usagers», argument vieux de 20 ans, qui est toujours le même, nous dira un délégué CGT.

Mais être roulant, qu'est-ce ? C'est déjà ne pas avoir de vacances : que ce soit pour Noël, ou pour le premier de l'an ou encore à d'autres occasions, beaucoup depuis des années n'ont pas eu de repos. Les «progrès» leur permettant de se rendre plus souvent dans leur famille n'y changent rien. être roulant, c'est se voir refuser depuis longtemps les 104 jours de repos annuels. Si aujourd'hui, certains continuent la grève pour les fêtes, c'est comme ils le disent «pour prendre, de fait, nos 4 jours en plus cette année», montrant par là, à la direction, que c'est une revendication à laquelle ils tiennent et qu'ils finiront par obtenir.

Il est évident qu'une grève, à cette époque, est efficace puisque, par

exemple, la grève au dépôt de Boulogne, empêche les riches touristes anglais «et pas n'importe lesquels», de se rendre comme ils l'entendent à Megève ou sur la Côte d'Azur, comme ils le font chaque année. Que ces «usagers» en question soient gênés, la belle affaire !

Aux revendications s'ajoute aussi la libération des soldats et des syndicalistes emprisonnés. Pour les cheminots CFDT d'Amiens, le combat pour les revendications et contre la répression est indissociable. «Les revendications ne peuvent être obtenues alors que le pouvoir met en prison des militants syndicaux porteurs de ces revendications». Grève de 4 jours donc pendant les fêtes. Les cheminots (98 % d'entre eux) ne veulent plus des grèves de 24 h inefficaces, grèves qui n'en finissent pas de se répéter et qui, «inefficaces, sont tout juste bonnes pour le patron, à qui ont fait cadeau d'un jour de salaire». Si la grève a commencé avec la CGT, il y a quelques jours, dans un souci d'unité d'action et d'efficacité, les cheminots CFDT ont compris que l'unité ne devait pas se faire sur le dos de leurs aspirations et sur celui de leurs revendications. La véritable unité ne peut se faire que sur la base de leurs intérêts et dans la lutte !

déraillement de train près de Chalons : 4 morts



Hier, à 3 H 40, près de Chalons-sur-Saône, à la suite de la rupture d'une pièce d'aiguillage, 5 voitures du train Amsterdam-Paris se sont couchées sur les rails. Bilan de l'accident : 4 morts, 39 blessés dont 13 gravement. Fatalité, mépris des conditions de sécurité ? Le résultat de l'enquête qui est menée nous est connu d'avance étant donné qu'un directeur de la SNCF, est venu nous l'expliquer hier midi à la télévision.

Il s'agit bien selon Mr Albertini de la fatalité, puisqu'il n'est pas arrivé d'accident grave depuis longtemps. Pourtant le lundi 8 décembre à la SMN Jean-Claude Thomas était écrasé entre deux wagons, pourtant chaque année de nombreux cheminots sont mutilés ou assassinés par la SNCF qui applique comme Sacilor, comme les Houillères «la productivité d'abord, la sécurité ensuite». Mais pour monsieur le directeur de la SNCF ces morts là ne compte pas, on n'en parle pas à la télévision.

en bref ...

Charentes : les agriculteurs manifestent

Plusieurs manifestations des viticulteurs dans la Charente. Les viticulteurs se sont rassemblés en masse devant différentes perceptions et ont bloqué des routes pour riposter contre l'augmentation considérable des impôts auxquels ils sont imposés. Ils en réclament le report et la diminution. Ils réclament en outre la diminution des taux des emprunts qu'ils doivent faire.

Rochechouart (Haute-Vienne) : non à la fermeture de l'usine !

Le patron de l'entreprise Hirigoyen (fabrique de chaussures) à Rochechouart (Haute-Vienne) envisage de fermer ses portes. Les raisons seraient que cette usine serait trop éloignée de l'entreprise du même groupe, située à St Vincent-de-Tyrosse, dans les Landes. Dernier argument, les prix de revient ne seraient plus compétitifs. Ces arguments n'ont pas convaincu les travailleurs qui viennent de se réunir pour décider de l'action à envisager. Ils le savent bien, seule l'action paye : il y a deux ans déjà, ils avaient empêché un licenciement. Les journaux locaux ont beau dire «qu'aujourd'hui, la situation paraît plus sérieuse», rien n'y fera, les 15 ouvriers resteront dans leur village !

conte vietnamien

LE PEIGNE D'IVOIRE

1975, pour les peuples du monde, restera inscrit dans l'histoire comme l'année de la victoire des peuples d'Indochine. Vingt et un ans de l'agression impérialiste la plus sauvage se sont terminés, ce printemps, dans la débâcle. Seuls la mobilisation totale de trois peuples, leurs sacrifices innombrables, ont permis ce dénouement. Au cœur de la tourmente, dans les pires épreuves, dans la lutte la plus ardue, les masses populaires du Vietnam, du Cambodge et du Laos n'ont cessé de manifester une extrême délicatesse de sentiments, partie intégrante de leur tradition et de leur combat national. Rendre proches, et comme familiers, aux lecteurs du Quotidien du Peuple, nos frères de lutte indochinois, c'est le but que nous poursuivons en publiant pendant la période des fêtes la nouvelle vietnamienne «le peigne d'ivoire». Que ce soit notre hommage à ces combattants indomptables, à ces hommes de cœur !

C'était par une nuit de lune, dans une petite maison au milieu de la Plaine des Joncs, située dans une forêt de cajeput. L'eau avait déjà monté tout autour. Dans ce petit poste de relais rempli de monde, nous attendions le moment du départ. Ne sachant que faire, nous passions notre temps à nous allonger et à nous relever, car les jambes nous démangeaient. Il y avait parmi nous un vieux camarade qui connaissait beaucoup d'histoires, surtout des histoires de la guerre de Résistance. Avant de commencer un récit, sur ses lèvres s'épanouissait un sourire malicieux plein de finesse et de séduction. Mais cette fois il avait une attitude différente de l'ordinaire. Il voulait prendre la parole, mais restait immobile, sans un mot, la tête légèrement penchée, le regard pensif. Sans doute une histoire sérieuse. Au dehors, le vent se levait et l'eau cinglait les troncs d'arbres. La maison se mit à tanguer comme une barque. Les héros s'étaient réveillés et quelques uns voletaient çà et là. Le vent et les vagues semblaient rappeler quelque chose au vieillard. Il pencha la tête pour les écouter puis commença son récit, la voix basse et grave, le regard lointain se posant sur les flots sur l'horizon et le ciel étoilé.

Cette histoire s'est passée, il y a déjà plus d'un an, mais chaque fois que j'y pense, je me sens tout troublé. Je faisais le trajet entre deux relais : de M.G. à D.A. Quand le canot à moteur apparut, tout le monde voulut savoir qui le conduisait. Ce n'était pas par simple curiosité. On avait besoin de le savoir, car le chef de la station nous avait prévenus que l'étape serait longue et dangereuse.

«La première partie se ferait en canot et l'on risquerait de rencontrer des hélicoptères. Quant à la seconde, on irait à pied et on pourrait tomber dans une embuscade. Si l'on rencontrait les hélicoptères, il faudrait rester calme, ne pas s'agiter, ne pas prendre d'initiative, mais obéir strictement aux ordres du conducteur». Autrement dit, nous devions nous confier entièrement à celui-ci. Et c'est pourquoi je

voulais le regarder pour bien savoir entre les mains de qui j'allais remettre mon destin. Mais il faisait déjà sombre et je vis seulement que c'était une jeune fille svelte, l'allure dégagée, avec une carabine américaine en bandoulière et un fichu sur la tête.

J'avais entendu dire qu'il y avait sur ce parcours une jeune camarade extrêmement intelligente. Un jour qu'elle conduisait un groupe de «voyageurs», au moment de passer la rivière, elle les laissa assez loin en arrière pour aller explorer elle-même la berge avec un autre camarade. En arrivant dans un verger au bord de l'eau, elle s'aperçut qu'ils étaient tombés dans une embuscade. Sans perdre son sang-froid, elle appela son compagnon et lui dit tout haut, de manière à être entendu de l'ennemi : «Tout va bien, il n'y a personne. Allez prendre les voyageurs. Je vais traverser la rivière pour ramener le canot». Ces mots avaient un sens caché. L'autre revint aussitôt sur ses pas, et conduisit les voyageurs par un autre chemin pour leur faire passer la rivière à quelques kilomètres de là. Quant à la jeune fille, avant d'entrer dans l'eau, elle prit encore le temps de piéger deux grenades. Et elle sortit saine et sauve de l'aventure. L'ennemi n'avait pas bougé, croyant pouvoir mettre la main sur tout un groupe de voyageurs. Au bout d'un long moment, ne voyant rien venir, il se rendit compte de la ruse. Les mercenaires firent passer leur colère en se jetant des injures puis prirent le chemin du retour. Et ils tombèrent juste sur les deux grenades qui en tuèrent plusieurs. En racontant cette histoire, on ajoutait que cette jeune fille avait une intuition remarquable. Elle percevait l'ennemi de loin et pouvait même distinguer un Yankee d'un fantôme.

Je me dis que si elle conduisait notre canot, nous n'avions pas à nous faire trop de soucis. Je demandai :

Combien y a-t-il de jeunes filles qui travaillent dans cette station ?

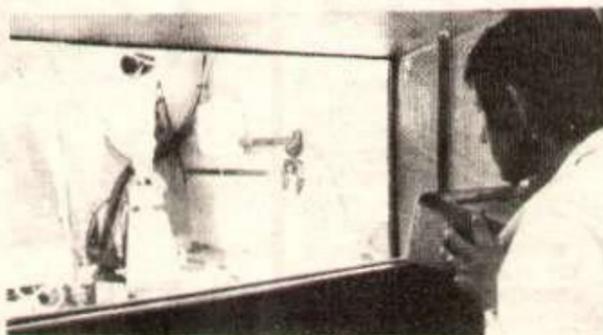
Nous sommes deux : une camarade qui fait la cuisine et moi-même.

(à suivre)

L'ENERGIE NUCLEAIRE

Dans la plupart des métropoles impérialistes, pays hautement industrialisés, on assiste à un développement important de l'utilisation de l'énergie nucléaire, à des fins militaires, ou directement industrielles, sous forme de production d'électricité.

Devant les dangers que comporte cette utilisation massive, en raison aussi du mystère qui règne autour de la question du nucléaire, des mouvements se développent contre l'implantation des centrales nucléaires, mouvement qui prend, chez certains, la forme d'une condamnation sans appel de cette source d'énergie, considérée comme mauvaise en soi. Pour pouvoir prendre une attitude conséquente à ce sujet, pour pouvoir critiquer les idées selon lesquelles le nucléaire est mauvais « en soi », pour comprendre qu'il n'y a pas de différence qualitative entre cette forme d'énergie et les autres, il faut examiner de plus près les mécanismes de la nature qui en sont la source.



D'OU VIEN L'ENERGIE NUCLEAIRE ?

Les formes principales d'énergie utilisées jusqu'à présent sont d'origine thermique ou mécanique. La plupart des centrales fournissant de l'électricité fonctionnent au charbon, au pétrole ou au gaz. Le principe en est relativement simple : ces combustibles, que l'on fait brûler, permettent de produire de la vapeur d'eau sous pression (en général, cette eau est prise dans des fleuves ou dans des lacs). Cette vapeur d'eau entraîne des alternateurs qui produisent de l'électricité, comme cela se fait, à échelle réduite, pour un alterna-

teur de voiture. C'est donc une réaction chimique (la combustion) produisant de la chaleur qui est la source de ces formes d'énergie. Par contre, dans les centrales hydro-électriques, ou les quelques centrales marémotrices en service, c'est directement le mouvement de l'eau chute d'eau pour les premières, mouvement des marées pour les deuxièmes qui entraîne les alternateurs.

L'énergie nucléaire a sa source dans des structures bien plus intimes de la matière. Pour le comprendre, il faut s'attarder un peu à la structure même de la matière. Chaque

atome, quelque soit son état, solide, liquide, est en fait constitué de structures extrêmement petites à l'échelle humaine : les atomes. Chaque corps simple (c'est à dire que l'on ne peut dissocier par des procédés chimiques) en est une association. Et réciproquement, des atomes différents sont les parties constitutives de corps différents. Par exemple le sodium (qui entre dans la composition du sel de cuisine) et le carbone (qui se présente à notre échelle sous des formes différentes, comme le graphite ou le diamant) sont constitués d'atomes différents, l'atome de sodium et l'atome de carbone. Ces atomes sont eux même des structures plus élémentaires : chaque atome est constitué d'un noyau composé lui même de deux sortes de particules (les protons, porteurs d'électricité positive, et les neutrons neutres électriquement), et d'une couche de particules porteuses d'électricité négative, les électrons, qui gravitent autour du noyau. C'est

d'ailleurs le nombre de ces électrons, égal au nombre de protons du noyau (ce qui assure la neutralité électrique du noyau) qui détermine la nature chimique du corps constitué de tels atomes.

C'est le noyau de l'atome qui est la source de l'énergie nucléaire. Un noyau ne doit sa stabilité qu'à un équilibre entre forces opposées. En particulier la répulsion qui s'établit entre particules de même charge électrique est neutralisée par des forces attractives qui ne se font sentir qu'aux distances extrêmement petites qui séparent ces différentes particules. Or, si l'on étudie les noyaux selon leur nombre de particules (donc leur masse), on constate que pour les noyaux de faible masse, les forces d'attraction l'emportent largement, et que plus le noyau est lourd, plus les forces de répulsion prennent le dessus. Ce phénomène est extrême pour le noyau le plus léger, et pour le noyau le plus lourd, l'uranium.

(à suivre)

feuilleton

de Guy Mory et Jean-Paul Gay

LIEVIN : LE MINEUR ACCUSE

A partir du 27 décembre et les jours suivants, nous publierons plusieurs pages du « mineur Accusé » retraçant ce qui s'est passé le 27 décembre 1974, et l'ignoble mise en scène du gouvernement lors des obsèques des 42.

Il y a bientôt un an, 42 mineurs étaient envoyés à la mort à la fosse 3 à Liévin. Une Commission Populaire d'Enquête se mettait en place. Son travail conduisit au Tribunal Populaire de Liévin le 22 mars où la responsabilité des Houillères fut clairement démontrée. Jean-Paul Gay et Guy Mory ont participé à ce travail avec des mineurs de Liévin, ils ont recueilli de multiples témoignages et en ont fait un livre dont nous publions des extraits.

LE PCF, DÉFENSEUR DU SALAIRE AU RENDEMENT : UNE LONGUE HISTOIRE...

Déjà, à la Libération, c'est Maurice Thorez et d'autres dirigeants du PCF qui, alors qu'ils étaient ministres ont instauré le salaire individuel à la tâche dans les mines. « Pour relever la France » disaient-ils. En fait, la bourgeoisie française s'est servie de l'effort des mineurs pour relever son économie.

Avant guerre, c'était le salaire au rendement collectif, à la berline de charbon. Par exemple, quand les mineurs dans une taille faisaient 100 berlines par jour, le « prix » de la berline

était multiplié par 100 et divisé entre les ouvriers de la taille (l'abatage était fait au pic ou au marteau-piqueur, le travail n'avait pas l'intensité qu'il a aujourd'hui avec le salaire au rendement collectif, dans le cadre de la mécanisation où il faut suivre le rabot).

A partir de 1945, avec le salaire au rendement individuel fixé par le nombre de mètres de charbon abattu par chacun au marteau-piqueur, l'exploitation capitaliste s'est renforcée. Le « statut du mineur », mis au point par ces ministres, soi-disant communistes, Marcel Paul et Ambroise Croizat, stipulait que le mineur en intensifiant son travail pouvait gagner « de 20 à 60 % en plus » du salaire de base. La maîtrise, les ingénieurs, alors appuyés par les responsables de la CGT, contrôlaient étroitement le rendement de chacun. Il s'agissait de faire produire au maximum. Des tailles entières ont d'abord refusé ce système de salaire qui divisait les mineurs, qui défavorisait les travailleurs moins costauds, travaillant pourtant à la limite de leurs forces.

Les responsables de la CGT n'hésitaient pas pour faire travailler les mineurs le plus possible sous le régime capitaliste d'après-guerre, à ajouter au salaire au rendement des primes en nature telles que : vélos, cochons de lait... et renforcer ainsi la concurrence entre ouvriers. La silicose s'est alors beaucoup développée. Thorez demandait aux médecins des Houillères de ne pas

donner facilement de billets de malades de « ne pas encourager à la paresse ». (21 juillet 45).

Aujourd'hui, les responsables du PCF, fiers de cette « expérience » sont prêts, s'ils participaient à la gestion des affaires capitalistes, à reprendre en mains l'exploitation des



mineurs. « Nous sommes à l'aube d'une deuxième bataille du charbon. Cette bataille c'est avec les mineurs qu'on la gagnera. Il faut donc les payer ». (« Tribune du mineur » du 30 janvier 74). Cette position exprimée par la voie d'Achille Blondeau, sur l'air de « retrouvez vos manches » pour l'économie capitaliste de Thorez à Wazières, explique leur position en faveur du salaire à la tâche :

• au début 74, ils demandaient : « 1 500 F minimum pour le fond et 1 280 F pour le jour » et « l'augmentation de 10 % des prix de tâche »

• fin 74, ils ont réajusté en demandant 3 000 F

mais, un « salaire minimum à la tâche ! ». Tout en gonflant les chiffres, ils ne remettent pas en cause le salaire à la tâche, le salaire au rendement.

Ces gens-là agissent non pour le maintien des puits mais pour le maintien de l'exploitation capitaliste.



LES PORIONS POUSSENT AU RENDEMENT MALGRÉ L'INSÉCURITÉ

Il y a aussi un autre sentiment sur lequel la maîtrise essaie de s'appuyer pour pousser les mineurs à travailler dans l'insécurité : « si t'as la trouille, t'es pas un vrai mineur, t'es pas un homme ». La aussi, c'est un peu le même esprit qu'à l'armée. Comme à l'armée, on va au front (le front de taille), sans peur du danger, en l'acceptant parce qu'il fait partie de la bataille (la bataille de la production). C'est au même sentiment que fait appel le porion quand il fait reprendre le travail juste après le tir à

l'explosif, alors que, normalement, il faut attendre 10 minutes et vérifier que la teneur est bonne.

Ou bien, il utilise encore une autre méthode : « un quartier qu'on sait qu'il n'est pas en sécurité, ils savent qu'on va râler. A ce moment-là, ils te paient. Ils te donnent une augmentation et, avec ça, ils nous font oublier la sécurité. Et puis, on te fait une sorte de chantage, on te flatte : « toi, t'es un bon pour continuer à travailler dans l'insécurité » (un mineur de la fosse 3)

Bien sûr, des accidents, il n'y en a pas tous les jours, il y en a moins que des accidents de chantiers ou des éboulements. Ils font moins de morts que la silicose, mais quand même, régulièrement, avec leur lot de victimes qui ne diminuent pas. 42 morts, comme à Liévin, il faut remonter jusqu'à 1942 pour retrouver un accident aussi grave : au puits de Lachena, dans le bassin de la Loire, il y avait eu 65 tués. Et les Houillères ne sont jamais condamnées. Ce sont toujours les ingénieurs du service des Mines qui font l'enquête (ainsi que le CERCHAR). Le code de procédure pénale (articles C 315 et C 316) indique que le parquet peut ouvrir une enquête et qu'il peut désigner des experts mais les seuls experts sont souvent des ingénieurs des mines, et l'ouverture d'une enquête par la bourgeoisie, ça ne signifie pas inculpation. En général, ça se termine toujours par un non-lieu deux ans après comme à Fouquières en 1970.

programme

VENDREDI 26 DÉCEMBRE
 19 h 20 - ACTUALITÉS REGIONALES
 20 h 00 - JOURNAL
 20 h 30 - MICHEL STRO-GOFF
 22 h 00 - RÉFLEXIONS SUR 1975
 23 h 15 - ARCANIA
 23 h 55 - JOURNAL et fin

A 2
 19 h 20 - ACTUALITÉS REGIONALES
 19 h 45 - Y'A UN TRUC
 20 h 00 - JOURNAL
 20 h 30 - GALA DE L'UNION DES ARTISTES
 22 h 10 - CES GRAPPES DE MA VIGNE
 23 h 00 - LES ANGES AUX FIGURES SALES
 00 h 30 - JOURNAL et fin

FR 3
 19 h 55 - JOURNAL
 20 h 30 - VENDREDI
 21 h 20 - LES BONNES ADRESSES DU PASSE Tolstoï 2^e partie
 22 h 15 - JOURNAL et fin

SAMEDI 27 DÉCEMBRE
TF 1
 13 h 35 - DAVID COPPERFIELD
 14 h 30 - SAMEDI EST A VOUS
 18 h 50 - MAGAZINE AUTO-MOTO
 19 h 20 - ACTUALITÉS REGIONALES
 19 h 45 - CES ANIMAUX QU'ON APPELLE DES BÊTES
 20 h 00 - JOURNAL
 20 h 30 - N°1 : Roger Pierre
 21 h 30 - LA FLEUR DES POIS (comédie)
 23 h 20 - JOURNAL et fin

A 2
 14 h 05 - SAMEDI DANS UN FAUTEUIL
 18 h 00 - PEPLUM
 19 h 20 - ACTUALITÉS REGIONALES
 19 h 45 - Y'A UN TRUC
 20 h 00 - JOURNAL
 20 h 30 - SPLENDEURS ET MISÈRES DES COURTISSANES
 22 h 15 - DIX DE DER
 23 h 55 - JOURNAL et fin

FR 3
 19 h 55 - JOURNAL
 20 h 00 - LES PETITS PAPIERS DE NOËL
 20 h 30 - LES PEUPLIERS DE LA PRETENTAINIE (feuilleton)
 21 h 25 - ERREURS JUDICIAIRES
 21 h 55 - JOURNAL et fin

« Ces grappes de ma vigne »
 Malgré toutes les promesses des députés et du gouvernement de Clémenceau, la situation des vigneron s'aggrave. Alors tout le midi s'enflamme, la révolte des vigneron s'étend, par dizaines de milliers, ils manifestent à Narbonne, Béziers... A Narbonne, les soldats du 17^e envoyés pour disperser les manifestants détournent leurs armes et refusent de tirer sur les vigneron s.
 L'évocation de cette révolte des vigneron s et de l'attitude des soldats a-t-elle paru trop dangereuse, ou d'une actualité trop brûlante ? Le gouvernement a-t-il craint les échos que cela pouvait rencontrer ? Toujours est-il que les derniers épisodes de « Ces grappes de ma vigne » sont programmés à 22 H 20 au lieu de 20 H 30 comme les précédents, à une heure où l'écoute est beaucoup plus faible surtout de la part de ceux qui travaillent. Décidemment, il y a bien des façons de censurer une émission.

APARTHEID DE FAIT Kourou ce n'est pas la Guyane

Depuis Cayenne, pour aller à Kourou, tu prends la seule route qui existe en Guyane. C'est la route de Saint Laurent, taillée à travers la forêt, inachevée depuis toujours, mais dans ce coin partiellement goudronnée. Les ouvriers guyanais qui travaillent à proximité de Kourou, à la Colas et dans d'autres entreprises, l'empruntent tous les matins et tous les soirs. Ils préfèrent avoir une heure de trajet, attendre le bac, que de rester à Kourou. Un peu après Cayenne, tu traverses le lieu-dit «La Madeleine». D'un côté de la route, la gendarmerie, de l'autre, une usine Bic désaffectée ; depuis les événements de l'automne dernier, elle sert de cantonnement à la légion. Il faut croire qu'ils sont nombreux parce que devant l'usine, ils ont planté des tentes. Et puis tu continues à travers la forêt, car ici, dès que tu quittes la ville, c'est pour entrer dans la forêt pendant des kilomètres. Un peu avant Kourou, quelques entreprises, et puis c'est Kourou, une sorte de ville nouvelle, comme en France.

A l'entrée, la mess, une immense «paillote» parce qu'il y a beaucoup d'officiers, et tout autour des camions, des jeeps, des sentinelles. A partir de cet endroit, ce n'est plus la Guyane. Depuis que le centre spatial a été mis en sommeil, la ville est déserte, les Guyanais n'y viennent pas, ils ne sont pas chez eux, ils ont été chassés.

LES TERRITOIRES RESERVES

Là où s'élèvent les immeubles climatisés de ces occupants, il y avait des

Guyanais qui cultivaient leurs abattis, comme nous appelons les terrains cultivés sur brûlis, technique très utilisée en Guyane, ils y avaient leur maison. Ils ont été expropriés, leurs maisons rasées. Pas seulement à Kourou même, mais des kilomètres alentour : les propriétés du centre spatial s'étendent sur 52 km le long de la route au-delà de Kourou, sur plus de 20 km entre Cayenne et Kourou, et tous les occupants ont été expropriés, indemnisés misérablement, ils ont perdu leur gagne-pain, leur terre. Encore tous n'ont pas été indemnisés : sous prétexte qu'ils n'étaient pas inscrits au cadastre, des familles qui depuis plusieurs générations parfoi cultivaient leur champ, ont été purement et simplement chassées.



Kourou, ville française, chancre colonial en Guyane

Les Français s'approprient ainsi de vastes régions dans lesquelles ils interdisent aux noirs de se rendre. Cet été, ils se sont approprié les îles du Salut. Tous les Guyanais avaient l'habitude d'aller aux îles se promener. Cette année, c'est interdit aux Guyanais. A Cayenne, on disait dans la rue que c'était pour réserver l'île aux Français, pour qu'ils ne soient pas mêlés aux Guyanais.

UNE VILLE FRANÇAISE, TAUDIS POUR LES GUYANAIS

Kourou, c'est le grand luxe : les ingénieurs habitent dans de belles petites villas sur le bord de la mer, entourées d'arbres du voyageur qui recueillent au pied de leurs feuilles disposées en éventail, les eaux de pluie et les gardent pures. La légende dit que c'est pour la soif du voyageur.

Pour les techniciens et les autres Français, des buildings, aussi climatisés. Dans la ville, il y a des centres commerciaux approvisionnés comme en France, des boutiques design, etc... tout pour le shopping des Français, une piscine, des clubs, tout comme en France.

Les Guyanais qui travaillent à Kourou sont rejetés

à l'extérieur dans d'infâmes cages à poules, où l'on entend tout d'un appartement à l'autre. Il y a à l'écart de la ville deux cités comme ça, la cité des 205 (parce qu'il y a 205 logements) et la cité des relogés (parce que les expropriés y logent nombreux). Les blancs sont dans leur ville ; les Guyanais sont à côté, parmi eux, les indiens sont encore séparés. Les Français ont regroupé les indiens de la région dans une sorte de village

qu'ils ont construit pour que les touristes viennent «voir les indiens». C'est avilir la personne humaine, c'est comme si c'était des objets.

Même les Guyanais qui habitent tout près de la ville française se rendent le moins possible à Kourou, ils n'y sont pas à l'aise. Kourou, c'est le vide, c'est mort, c'est inhumain. Kourou, ce n'est pas la Guyane.

APARTHEID DE FAIT

C'est une sorte d'apartheid qui existe à Kourou, non légal mais bien réel. Dans les magasins, les Français passent devant les Guyanais, dans les écoles, les parents refusent de mettre leurs gosses avec les Guyanais. Les Français vont au lycée, les Guyanais de Kourou vont au CET à Cayenne. Les Français en Guyane sont tous racistes ; ceux qui ne sont pas racistes sont expulsés. On a l'exemple de l'inspecteur d'académie qui refusait de soutenir les profs racistes : ceux-ci se sont débrouillés pour le faire muter. Ils veulent défendre leurs privilèges : un Français a toujours priorité sur un Guyanais, même s'il n'a pas de diplôme, il obtient un poste parce qu'il a un mandat ministériel ou parce qu'il est Volontaire de l'Assistance Technique.

Kourou, c'est la préfiguration de ce que Stirn se propose de faire avec son fameux plan de colonisation. Expropriations sans indemnités, vol de terre, apartheid de fait ! Tu vois pourquoi le plan Stirn fait peur aux Guyanais et soulève leur colère. Ils ont vu Kourou. Ça suffit !

Recueilli par G. CARRAT

Somalie : provocation du colonialisme français

Dans son premier message de Noël, Juan Carlos n'a soufflé mot sur l'amnistie. La question serait à présent débattue en conseil des ministres, vendredi prochain.

Toujours dans le même sens, les autorités espagnoles ont annoncé la remise, le 23 décembre, de son passeport à Camacho, récemment libéré de la prison de Carabanchel. Par contre, la police a annoncé l'arrestation à Valence d'une douzaine de militants du Parti du Travail d'Espagne. Leur crime était, paraît-il, d'avoir été parmi les animateurs des grèves du bâtiment et de la métallurgie de Valence.

Gestes «spectaculaires» en direction de «l'opposition», répression fasciste contre la classe ouvrière : voilà le fond du «libéralisme» de Juan Carlos I.

LE PRÉSIDENT ROUMAIN CONTRE LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE L'URSS

Nicolae Ceausescu a dit lors d'une réunion de la grande assemblée nationale de Roumanie : «Nous devons franchement dire aux peuples que tant que la course aux armements se poursuivra, que les arsenaux ne cesseront de grossir, que les troupes étrangères et les bases militaires (y compris les armes nucléaires) resteront sur les territoires de pays européens et que notre continent demeurera divisé en blocs militaires antagonistes, il ne pourra être question de sécurité réelle ni sur ce continent qui est le notre ni nulle part dans le monde».

Il a indiqué que ces dernières années, «la course aux armements, au lieu de se ralentir, s'est accélérée à un rythme sans précédent».

Au moment où la course

aux armements s'effectue avec acharnement, a-t-il souligné, «il serait impardonnablement erroné d'entretenir les peuples dans l'illusion que l'on peut vivre en paix et en sécurité».

A propos de la situation angolaise, Ceausescu a dit : nous suivons avec inquiétude la situation régnant dans ce pays, en particulier l'intervention des troupes étrangères qui ont foulé aux pieds l'intégrité et la souveraineté angolaises. Nous «sommes fermement pour la cessation de toute ingérence étrangère pour que le peuple angolais puisse résoudre ses propres problèmes internes conformément à ses intérêts vitaux, réaliser l'unité nationale, sauvegarder l'indépendance et l'intégrité territoriale».

Espagne : de nouvelles promesses pour la loi d'amnistie

Dans sa conférence de presse tenue le 24 décembre, M. Mohamed Said Samantar, ambassadeur de Somalie, a dénoncé le fait que du «18 au 21 décembre 1975, des avions militaires français ont violé à plusieurs reprises l'espace aérien de la République Démocratique de Somalie».

Ainsi, la France, non contente de maintenir sa domination coloniale sur Djibouti, en fait une base de provocations contre les pays voisins.

Par ailleurs, à propos de l'indépendance de Djibouti, l'ambassadeur a précisé que la Somalie acceptera toutes les solutions : à condition que ce soit «le peuple qui le décide librement».

La formule est ambiguë : comment le gouvernement somalien va-t-il «décider» si le peuple de Djibouti «décide» librement ? Des tentations annexionnistes ne risquent-elles pas de persister, d'autant plus graves que la Somalie entretient des rapports étroits avec l'URSS, qui a des bases sur son territoire ?

Argentine la bataille de l'arsenal

Dans la nuit de mardi à mercredi, cinq cents hommes en armes des mouvements révolutionnaires ont engagé une bataille générale dans divers secteurs de la capitale, faisant par ailleurs sauter un certain nombre d'objectifs. Rapidement, il apparaissait que la cible principale était l'arsenal de Bernal, quiregorged'armes et de munitions. Le bidonville du quartier, où les guerrilleros s'étaient retranchés, a subi toute la nuit, dans l'obscurité la plus complète, les attaques des blindés, des hélicoptères, des brigades d'assaut de la police et de divers régiments. A l'aube, on comptait au moins un centaine de morts, et tout faisait craindre une répression sauvage, l'armée ratissant le quartier et considérant, comme au lendemain de la commune de Paris, tout civil comme un suspect.



tous les civils sont des suspects

Cependant, des batailles s'étaient déroulées dans d'autres secteurs de la capitale. Le commandant en chef de l'armée, le général Videla, est parti pour la province de Tucuman, où des combats de déroulent depuis plusieurs mois entre les forces gouvernementales et une guerrilla de gauche qu'elles ne parviennent pas à réduire.

Au lendemain de rébellion de l'armée de l'air, qui avait révélé les contradictions minant le régime héritier de Peron, la cause des oppositions entre les différents secteurs de la réaction apparaît ainsi au grand jour. C'est l'incapacité des forces de répression, malgré une action extrêmement sauvage, à liquider un puissant mouvement populaire et les

guerrillas mises sur pied par certains groupes révolutionnaires.

En réalité, le péronisme, mouvement de conciliation de classes qui avait maintenu des années durant son emprise sur la classe ouvrière argentine, n'a pas survécu à Peron, disparu peu après son retour au pouvoir. Nouvelle preuve de cette faillite : le manifeste que les «Montoneros», mouvement péroniste de gauche qui a repris les armes contre le régime actuel, viennent de contraindre la firme Mercedes Benz à publier à ses frais dans la presse internationale : ils y annoncent la constitution d'un «mouvement péroniste légitime» en opposition radicale avec le «mouvement national justicialiste» («péroniste» également), qui participe actuellement au pouvoir.